

# Guide

## pour les femmes issues de l'immigration

### La famille

#### Les trois formes d'union en France

- **Le mariage** : acte juridique basé sur le consentement mutuel des deux époux. Seul le mariage civil est reconnu légalement, il doit donc obligatoirement intervenir avant un mariage traditionnel ou religieux.
- **Le pacte civil de solidarité (PACS)** : contrat conclu entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune.
- **Le concubinage, ou union libre** : union de fait, caractérisée par une communauté de vie stable entre deux personnes de sexe différent ou de même sexe.

#### Les ruptures d'union en France

Tout comme vous pouvez décider librement de vivre en couple, vous pouvez décider de mettre fin à votre vie commune. Après la rupture, des aides peuvent vous être attribuées (voir CAF).

- Si vous souhaitez rompre le mariage, vous pouvez demander le divorce. Il existe différentes procédures qui ont lieu au Tribunal de Grande Instance. L'assistance d'un avocat est obligatoire (vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle, sous condition).
- Si vous souhaitez seule rompre le PACS, vous devez en informer votre partenaire et adresser copie de ce courrier au tribunal d'instance ayant reçu la déclaration de PACS. Si vous êtes d'accord entre partenaires, vous faites une déclaration conjointe de rupture.
- La répudiation n'existe pas en droit français.

#### L'autorité parentale

L'autorité parentale est l'ensemble des droits et devoirs des parents à l'égard de leurs enfants, âgés de moins de 18 ans. Elle est exercée en commun et à égalité par les deux parents, qu'ils soient mariés ou non, qu'ils vivent ensemble ou séparément (sauf cas particuliers).

### L'enlèvement international ou le déplacement illicite d'enfants

Un parent ne peut pas décider seul d'emmener son enfant vivre dans une autre ville ou dans un autre pays sans l'accord de l'autre parent ou du juge aux affaires familiales. En cas de menace, vous pouvez vous adresser à la Police, la Gendarmerie ou la préfecture.

### Le regroupement familial

D'une manière générale, vous pouvez être rejointe en France par votre conjoint majeur et vos enfants mineurs, et/ou par vos enfants mineurs d'une précédente union, ou par les enfants mineurs de votre conjoint. Ils bénéficieront d'un titre de séjour et du droit de travailler, selon leur âge.

Ce regroupement ne peut se réaliser que sous certaines conditions. Pour toute information, s'adresser à l'OFII.

**Caisse d'allocations familiales (CAF) de l'Eure** : 0810 25 27 10

**Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF)** : 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

**Maison de la justice et du droit (MJD)** : à Evreux 02 32 32 07 91  
à Louviers 02 32 40 96 60  
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90  
à Vernon 02 32 71 28 10

**Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)** : 02 32 18 09 94

**Police, gendarmerie** : 17

### Les pratiques interdites

#### Les violences

**Les violences – physiques, sexuelles, morales, économiques ou psychologiques – notamment commises par le conjoint ou l'ex-conjoint sont interdites par la loi et leurs auteurs condamnés par la loi.**

**Pour une urgence, faites le 17 (police, gendarmerie). Pour une écoute, faites le 39 19.**

### Les mariages forcés

Le mariage exige le consentement mutuel des futurs époux. S'il est prouvé que l'un des deux époux (ou les deux) a été contraint de se marier, le mariage peut être annulé. L'âge légal pour se marier est de 18 ans.

Une consultation gratuite dans une Maison de la justice et du droit (MJD) vous aidera à entreprendre des démarches.

### Les mutilations sexuelles féminines

Toute mutilation pratiquée sur les organes génitaux, notamment l'excision et l'infibulation, est interdite.

Les peines peuvent atteindre 20 ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende. La loi française s'applique lorsque la mutilation est commise en France ou dans un pays étranger.

### La polygamie

En France, le mariage d'un homme avec plusieurs femmes est interdit, c'est un délit sanctionné pénalement. Un homme ne peut donc pas se marier sur le territoire français s'il a déjà une épouse dans son pays d'origine. La peine est de 1 an d'emprisonnement et 45 000 € d'amende.

En cas de litige, le juge applique au procès soit la loi française, soit la loi étrangère déterminée par la nationalité des parties. Ces questions sont complexes, il est conseillé de consulter des professionnels du droit.

### La dissimulation du visage

Nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage (loi d'octobre 2010, applicable depuis avril 2011). La peine peut aller de 150 € à 30 000 € d'amende. Toute personne est concernée, quel que soit son sexe, son âge ou sa nationalité.

**Association d'aide aux victimes (AVEDE-ACJE)** : 02 32 23 15 15

**Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF)** : 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

**Maison de la justice et du droit (MJD)** : à Evreux 02 32 32 07 91  
à Louviers 02 32 40 96 60  
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90  
à Vernon 02 32 71 28 10

**Police, gendarmerie** : 17

**Groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles (GAMS)** : 01 43 48 10 87 ou 06 78 04 40 29

### Le logement

#### Vous cherchez un logement

« Le droit à un logement décent et indépendant [...] est garanti par l'État à toute personne qui, résidant sur le territoire français de façon régulière [...], n'est pas en mesure d'y accéder par ses propres moyens ou de s'y maintenir. » (loi DALO)

Vous pouvez vous renseigner auprès de l'assistant-e de service social de secteur dans votre mairie ou à la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) à la préfecture.

**En cas d'urgence, faites le 115 ou appelez l'association La Pause (hébergement ponctuel d'urgence).**

#### Autres situations

- **Si votre époux est polygame et si vous souhaitez accéder à un logement séparé, vous pouvez être aidée : renseignez-vous auprès d'un travailleur social.**
- Si vous avez des problèmes avec votre logement actuel : contactez l'Association départementale d'information sur le logement (ADIL).

#### Les aides (sous conditions)

- Prestations logement auprès de la CAF.
- Fonds de solidarité pour l'habitat auprès du Conseil général.

**Agence départementale d'information sur le logement (ADIL)** : 02 32 24 06 66

**Caisse d'Allocations Familiales (CAF)** : 0810 25 27 10

**Conseil général de l'Eure** : 02 32 31 50 50

**Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS)** : 02 32 24 86 01

**Association La Pause** : 02 32 33 52 76



Eure



# Guía

para las mujeres provenientes de la emigración

## La familia

### Las tres formas de unión en Francia

- **El matrimonio:** acto jurídico basado en el consentimiento mutuo de los dos cónyuges. Solo el matrimonio civil es reconocido legalmente, él debe celebrarse obligatoriamente de forma tradicional o religiosa.
- **El pacto civil de solidaridad (PACS):** Contrato hecho entre dos personas del mismo sexo o de sexos diferentes para organizar una vida en común.
- **El concubinato o unión libre:** Unión caracterizada por una vida en común estable entre dos personas del mismo sexo o de sexos di.

### La ruptura de unión en Francia

- Como usted puede decidir libremente vivir en pareja, igualmente puede decidir poner fin a su vida en común. Después de la ruptura, algunas ayudas pueden serle atribuidas (voir CAF).
- Si usted está casada puede solicitar la ruptura de unión. Para ello existen diferentes procedimientos que tienen lugar en el tribunal de grandes instancias. La asistencia de un abogado es obligatoria. Usted puede beneficiarse de ayudas jurisdiccionales, sobre condiciones.
- Si usted desea sola romper el PACS, debe informarse a su pareja y enviar una copia de este correo al tribunal de instancia que ha recibido la declaración de PACS, si la pareja esta de acuerdo puede hacer una declaración conjunta de ruptura. La repudiación no existe en el derecho francés.
- La repudiación no existe en el derecho francés.

### La autoridad parental

- La autoridad parental es el conjunto de derechos y deberes de los padres por igual sobre sus hijos, con edad menor de 18 años, ella es ejercida por los dos padres, vivan juntos o no, estén casados o no. (excepto en casos particulares).

### El levantamiento internacional o desplazamiento ilícito de un niño

- Un padre no puede decidir por sí solo de llevar su hijo a vivir a otra ciudad u otro país sin el acuerdo del otro padre o de un juez en asuntos familiares. En caso de amenaza usted puede dirigirse a la policía o a la prefectura.

### La reunificación familiar

- De manera general usted puede estar reunida en Francia con su esposo mayor y sus hijos menores de una precedente unión o con los hijos menores de un matrimonio anterior o con los hijos menores de su conyugue, ellos podrán beneficiarse de un permiso de residencia y del derecho de trabajar según sus edades, Esta reunificación podrá realizarse sobre ciertas condiciones. Para adquirir toda la información dirijase a la OFII.

**Caisse d'allocations familiales (CAF) de l'Eure:** 0810 25 27 10

**Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF):** 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

**Maison de la justice et du droit (MJD):**  
à Evreux 02 32 32 07 91  
à Louviers 02 32 40 96 60  
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90  
à Vernon 02 32 71 28 10

**Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII):**  
02 32 18 09 94

**Police, gendarmerie:** 17

## Las prácticas prohibidas

### La violencia

La violencia – física, sexual, moral, económica o psicológica, cometidas por el cónyuge o el excónyuge son prohibidas por la ley y los autores condenados por la ley.

En caso de urgencia llamar al 17 (policía o gendarmería). Para una escucha llame al 39 19.

### Los matrimonios forzados

- El matrimonio exige del consentimiento mutuo de los futuros esposos. Si se prueba que uno de los cónyuges o los dos han estado forzados a casarse, el matrimonio puede ser anulado. La edad legal para casarse es 18 años. Una consulta gratuita en MJD lo ayudara a realizar los pasos.

### La mutilación sexual femenina

- Toda mutilación practicada sobre los órganos genitales particularmente la excisión y la infibulación son prohibidas. Las penas pueden extenderse a 20 años de encarcelamiento y 150000 euros de multa. La ley francesa es aplicable igualmente cuando la mutilación ha sido cometida en Francia o en un país extranjero.

### La poligamia

- El matrimonio de un hombre con varias mujeres es prohibido, es un delito sancionado penalmente. Un hombre no puede entonces casarse en el territorio francés si tiene una esposa en su país de origen. La pena es de un año de encarcelamiento y 45000 euros de multa. En caso de litigio el juez aplica un proceso según la ley francesa o según la ley extranjera determinada por la nacionalidad de las partes. Estas cuestiones son complicadas por lo que se aconseja consultar los profesionales en derecho.

### La disimulación de la cara

- Nadie puede en los espacios públicos llevar nada que disimule su cara (ley de octubre 2010 y aplicada desde abril 2011). La pena puede ir de 150 € a 30000 € de multa. Todas las personas están concernidas, cual sea su sexo, su edad o su nacionalidad.

**Association d'aide aux victimes (AVEDE-ACJE):** 02 32 23 15 15

**Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF):** 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

**Maison de la justice et du droit (MJD):**  
à Evreux 02 32 32 07 91  
à Louviers 02 32 40 96 60  
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90  
à Vernon 02 32 71 28 10

**Police, gendarmerie:** 17

**Groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles (GAMS):**  
01 43 48 10 87 ou 06 78 04 40 29

## El alojamiento

### Usted busca un alojamiento

- "Toda persona sobre el territorio francés tiene derecho a un alojamiento decente." (ley DALO) Usted puede informarse con el/ la asistente de servicio social del sector, en la alcaldía o en la dirección departamental de la cohesión social (DDCS) en la Prefectura.

En caso de urgencia llame al 115, o llame a la asociación La Pause (alojamiento puntual de urgencia).

### Otras situaciones

- Si su esposo es polígamo y usted desea acceder a un alojamiento separado, usted puede tener ayuda: informese con el trabajador social.
- Dificultades con el alojamiento actual, contactar la Asociación Departamental sobre el alojamiento (ADIL).

### Las ayudas (sobre condiciones)

- Subsidio financiero a la vivienda (CAF).
- Fondo de solidaridad por la habitante, Consejo General.

**Agence départementale d'information sur le logement (ADIL):**  
02 32 24 06 66

**Caisse d'Allocations Familiales (CAF):**  
0810 25 27 10

**Conseil général de l'Eure:**  
02 32 31 50 50

**Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS):**  
02 32 24 86 01

**Association La Pause:** 02 32 33 52 76



▼ Espagnol

Eure



# La salud

## El acceso a la salud

■ Toda persona que se encuentre sobre el territorio francés tiene derecho a la asistencia de salud. Si usted está en situación regular, dispone de una cobertura social con un número de seguridad social:

- válido si usted trabaja o si está casada y es su esposo quien trabaja,
- válido si usted no trabaja y se encuentra en Francia por más de tres meses por la cobertura de enfermedad universal (CMU).

En todos los otros casos, dirijase al servicio permanente de acceso a la salud, (PASS) del hospital más próximo.

**La caja primaria de seguro médico (CPAM) ofrece una carta Vital a presentar en las consultas médicas, en los hospitales y en las farmacias.**

## La contracepción

■ La contracepción es el conjunto de métodos utilizables para evitar el embarazo que usted no desea, este es un derecho inscrito en la ley, para su utilización no se necesita la autorización del cónyuge o de la familia: Para elegir el método que le conviene mejor usted puede dirigirse a:

- un médico General,
- un Ginecólogo o una comadrona,
- un centro de planificación y de educación, familiar que propone consultas médicas, gratuitas y confidenciales.

**Si usted es menor de edad no tiene necesidad de la autorización de los padres para obtener una contracepción.**

## Para la interrupción voluntaria del embarazo (IVG)

■ Si usted está embarazada y desea interrumpir su embarazo, usted puede desirir una interrupción voluntaria del mismo (IVG). Ese es un derecho inscrito en la ley, ninguna autorización de la familia o del conyuge es necesaria.

Dirijase lo más rápido posible a un médico, a un centro de planificación o a un hospital. La (IVG) debe ser practicada **antes las 12 primeras semanas de embarazo.**

## Centres de planification :

Bernay (02 32 4 563 11)  
Evreux (02 32 39 15 00)  
Gisors (02 32 27 76 24)  
Louviers (02 32 25 75 66)  
Pont-Audemer (02 32 42 88 90)  
Val de Reuil (02 32 61 11 15)  
Verneuil sur Avre (02 32 23 60 32)  
Demander l'adresse en mairie ou auprès de l'assistant-e sociale de secteur.

**Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) :** 36 46

# El empleo

## Polo de empleo

■ Toda persona que busca un empleo debe inscribirse como solicitante de empleo en el polo de empleo, estando en situación regular y con autorización a trabajar y sobre ciertas condiciones (edad, aptitudes físicas...). El rol del polo de empleo es efectuar el seguimiento y el control de los demandantes de empleo.

Para beneficiarse de los servicios del polo de empleo usted debe inscribirse como solicitante de empleo:

- Usted debe conectarse sobre el sitio internet **www.pole-emploi.fr**
- llamar por telefono al 39 49.

Si usted ha trabajado ya en Francia, usted podra posiblemente acceder a una indemnidad de desempleo, a su inscripcion el polo de empleo le indicará vuestros derechos.

## Las Misiones locales/PAIO (permanencia de acogida, de informacion y de orientacion) por la insercion de jovenes

■ Las misiones locales ayudan a los jovenes entre 16 y 25 años a obtener un empleo o a que accedan a un dispositivo de formación profesional. el acompañamiento de las misiones locales permiten igualmente a los jovenes hacer frente a las dificultades de la vida cotidiana y tratar las cuestiones relativas al alojamiento, transporte, la salud y la autonomía financiera.

solidarité active (RSA).

## RSA

■ El revenido de solidaridad activa (RSA) es una ayuda financiera posiblemente atribuida sobre reservadas y ciertas condiciones a personas que tienen un empleo pero sus ingresos son limitados, a personas privadas de empleo o a las que crian solas los niños.

La solicitud de RSA se hace en la alcaldía de vuestro domicilio, en el servicio social del departamento, o en la CAF.

**Pôle emploi :** 3949 ou [www.pole-emploi.fr](http://www.pole-emploi.fr)

**Conseil général de l'Eure :**  
02 32 31 50 50

**Caisse d'allocations familiales (CAF) :**  
0810 25 27 10

## Missions locales :

Pays d'Evreux et Eure Sud  
02 32 39 77 04  
Vernon-Seine-Vexin 02 32 51 50 65  
Louviers Val-de-Reuil Andelle  
02 32 59 76 80

**Permanence d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) :**

Bernay 02 32 43 36 80  
Pont-Audemer 02 32 41 16 83

# Los títulos de residencia

## La estancia

■ Si usted tiene más de 18 años y desea residir más de tres meses en Francia, usted debe solicitar un título de residencia. Los extranjeros menores de edad entre 16 y 18 años que deseen ejercer una actividad profesional en Francia deben solicitarlo igualmente.

Existen 3 tipos de títulos de residencia:

- Autorización provisional de residencia, válida por un año o 6 meses y renovable,
- Título de residencia temporal, válido por un año y renovable, el puede comprender diversos casos (estudiante, trabajador temporal, salariado, vida privada en familia, etc.),
- El permiso de residencia, válido por 10 años, renovable, solo si su titular no se ausenta más de 3 años consecutivos del territorio francés.

## Para hacer la demanda

■ Usted debe presentarse durante los tres meses seguidos de su llegada a Francia a la prefectura. Existen asociaciones que pueden ayudarle a conformar vuestro expediente

Si la administración no le responde en un plazo de 4 meses es porque vuestra demanda de permiso de residencia a sido rechazada. Usted puede contestar a esta decisión delante del tribunal administrativo de vuestro lugar de residencia.

**Atención : Si usted esta casada con un frances o autorizada a residir en Francia o posee un titulo de reunificacion familiar y usted esta separada de su esposo por razones de violencia conyugal, el perfecto puede, sobre condiciones, acordarle la renovacion de su carta de residencia temporal.**

## Asilo

■ El estatus de refugiado es acordado en aplicación de la convención de Ginebra de 1951 a toda persona temiendo ser perseguido a causa de su raza, su religión, su nacionalidad, sus acciones políticas, etc. o por escaparse de un matrimonio forzado, la explotación sexual, la mutilación genital, et.

Para hacer la demanda : Desde vuestra llegada usted debe entregarse a 'Francia tierra de asilo' quien tomara una cita en la prefectura de la región de Rouen, esta tomará sus huellas digitales, la pondrá en autorización provisional de residencia, además de un expediente a llenar y completar en francés, Usted debe enviarlo en un plazo de 21 días a la OFPRA (Oficina de Protección a refugiados y apátridas) esta la convocará.

**Atención : En caso de rechazo por parte de la OFPRA, usted tiene un mes para llevar más argumentos a la corte nacional de derecho de asilo (CNDA).**

## Préfecture de l'Eure :

boulevard Georges Chauvin, à Evreux  
02 32 78 27 27

## Sous-préfectures :

3 rue de la Sous-Préfecture à Bernay  
02 32 46 76 87  
10 rue de la Sous-Préfecture à Andelys  
02 32 54 74 87

## France terre d'asile :

1 rue Jacquard à Evreux 02 32 23 10 25

## Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) :

02 32 18 09 94

## Pilotage

Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS)  
Mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité  
Cité administrative, boulevard Georges Chauvin, 27000 Evreux

## Pour la traduction

Remerciements à Antonio, Bebak, Elina, Elise, Fatima, Fatoumata, Manolito, Mohamed, Néné, Sarah, Sihem et Tuin

## Ont participé à son élaboration

Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF)

Groupe de travail Égalité entre les femmes et les hommes de la Commission pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté (COPEC) du Bas-Rhin.

piloté par la mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité (Direction départementale de la cohésion sociale 67)

Illustrations  
Nicolas Wintz

Mise en pages  
L'intranquille

décembre 2013

[ddcs@bas-rhin.gouv.fr](mailto:ddcs@bas-rhin.gouv.fr)

